

Oliver Cann, Associate Director, Media, Tel.: +41 (0)79 799 3405 oliver.cann@weforum.org

L'augmentation de la participation en politique contribue à combler l'écart entre les hommes et les femmes en 2013

- *The Global Gender Gap Report 2013* (Rapport mondial sur l'écart entre les genres) constate que 86 pays sur 133 ont pu combler l'écart entre 2012 et 2013, le progrès le plus marqué résultant de la participation politique ;
- Sur le plan mondial, l'Islande enregistre le plus petit écart entre les genres, suivi de la Finlande, la Norvège et la Suède. La France est classée 45^e ;
- Les données indiquent que la légère amélioration de la parité homme/femmes masque l'émergence d'une double piste vers l'égalité économique dans de nombreux pays et régions ;
- Vous pouvez télécharger [l'intégralité du Rapport](#) sur 136 pays, leur classement, [video](#) et [infographie](#)

Genève (Suisse), le 25 octobre 2013 – Sur le plan mondial, l'écart entre les hommes et les femmes s'est légèrement rétréci en 2013 grâce à certaines améliorations ponctuelles sur le plan de l'égalité économique et de la participation à la vie politique, selon le *Global Gender Gap Report 2013* qui paraît aujourd'hui.

La 8^e édition annuelle du Rapport classe 136 pays en se basant sur leur capacité à combler l'écart entre les genres dans quatre secteurs clés : la santé et la survie, le niveau d'études, la participation à la vie politique et l'égalité économique. Parmi les 133 pays déjà étudiés en 2012, 86 ont réussi à améliorer leur situation en 2013. D'une façon générale, l'Islande est la mieux classée en termes d'égalité entre les sexes, ceci pour la 5^e année de suite. Avec la Finlande (2^e), la Norvège (3^e) et la Suède (4^e), l'Islande a réussi à combler les 80% de l'écart entre les genres. Parmi les 10 premiers pays, on trouve également les Philippines, qui pour la première fois se trouvent même parmi les 5 premiers, l'Irlande (6^e), la Nouvelle Zélande (7^e), le Danemark (8^e), la Suisse (9^e) et le Nicaragua (10^e).

Par ailleurs, l'Allemagne est en tête des pays du G20 avec la 14^e place, bien qu'elle ait reculé d'une place par rapport à 2012. On trouve ensuite l'Afrique du Sud (17^e, recalée d'une place), le Royaume-Uni (18^e, idem à 2012) et le Canada (20^e, gagné d'une place). Les Etats-Unis se situent en 23^e place, également recalé d'une place depuis 2012. Après l'Afrique du Sud, le 2^e pays des BRICS est la Russie (61^e), suivie par le Brésil (62^e), la Chine (69^e) et l'Inde (101^e). En queue du classement on trouve le Tchad (134^e), le Pakistan (135^e) et le Yémen (136^e).

Sur le plan mondial, le Rapport constate qu'en 2013, 96% de l'écart concernant la santé et la survie des sexes ont pu être comblés. C'est le seul des quatre secteurs dont l'écart s'était creusé depuis le lancement du Rapport en 2006. En termes d'éducation, l'écart mondial se situe à 93%, 25 pays ayant totalement comblé l'écart. L'écart en termes d'égalité économique et participation politique n'est comblé qu'à raison de 60% resp. 21%. Un certain avancement se fait cependant sentir dans ces domaines, la participation en politique ayant rattrapé près de 2% au cours de l'année dernière. Dans les pays en développement et dans les pays industrialisés la présence des femmes aux postes dirigeants de l'économie reste encore limitée, compte tenu du nombre de femmes bénéficiant d'une formation tertiaire.

Top 20	2013	2012	
Iceland	1	1	→
Finland	2	2	→
Norway	3	3	→
Sweden	4	4	→
Philippines	5	8	↑
Ireland	6	5	↓
New Zealand	7	6	↓
Denmark	8	7	↓
Switzerland	9	10	↑
Nicaragua	10	9	↓
Belgium	11	12	↑
Latvia	12	15	↑
Netherlands	13	11	↓
Germany	14	13	↓
Cuba	15	19	↑
Lesotho	16	14	↓
South Africa	17	16	↓
United Kingdom	18	18	→
Austria	19	20	↑
Canada	20	21	↑

En Europe, l'avancement pour combler l'écart existant entre les hommes et les femmes est polarisé dans les pays du Nord et de l'Ouest. On constate un contraste marqué par rapport aux pays du Sud et de l'Est. L'Espagne est en 30^e place, son écart est comblé à 72%, la France est 45^e (70% comblés), alors que l'Italie est en 71^e place.

En Asie, ce sont les Philippines qui se sont le mieux classés, avant tout grâce aux domaines de la santé, de l'éducation et de la participation économique. La Chine se maintient à la même place que l'année précédente. L'Inde demeure le pays le plus faible des BRICS, tout en ayant gagné quatre places. Le Japon (105^e) recule de quatre places malgré une certaine amélioration en termes de participation économique et d'opportunités. Dans la région, le Japon est suivi par la Corée du Sud (111^e).

En Amérique Latine, c'est le Nicaragua qui est en tête des pays ayant pratiquement comblé l'écart entre les genres. Occupant la 10^e place, il se situe parmi les dix premiers depuis deux ans, surtout grâce à un bon résultat sur le plan de la responsabilisation politique. Il est suivi par Cuba (15e) et l'Equateur (25e). Le Mexique avance de 16 places pour se hisser en 68^e position, en raison de l'augmentation du nombre de femmes au parlement et à des postes professionnels. Le Brésil se maintient en 62^e place malgré une légère amélioration de son score général.

La région du **Moyen Orient et de l'Afrique du Nord** est la seule à ne pas avoir amélioré son classement général en 2013. Le pays arabe le mieux placé de la région ce sont les Emirats Arabes Unis (109e) où la parité est atteinte sur le secteur de l'éducation. Malgré cette performance, la plupart des pays de la région, y compris le Bahreïn (112e), le Qatar (115e) et d'autres n'exploitent toujours pas le retour potentiel de leurs investissements dans l'éducation des femmes et ne les font pas contribuer sur le plan politique et économique.

Plusieurs pays d'**Afrique** se situent relativement bien dans le Rapport ; parmi les 30 premiers on trouve le Lesotho (16e), l'Afrique du Sud (17e), le Burundi (22e) et le Mozambique (26e). Ceci est dû dans une grande mesure à la présence des femmes sur le marché de l'emploi. L'activité économique leur confère un accès à un revenu et leur permet de participer aux décisions économiques. Mais elles travaillent souvent dans les secteurs faiblement qualifiés et peu rémunérés.

L'indice révèle l'émergence de quatre grands groupes : le premier groupe est celui dont les pays ont investi dans la santé et l'éducation des femmes et qui en constatent les retombées en termes de participation en économie et en politique. Le deuxième groupe comprend les pays qui investissent également dans ces secteurs, sans pour autant exploiter les retombées de ce réservoir de compétences en raison de barrières sociales et institutionnelles. Dans le troisième groupe on trouve des pays où la parité hommes/femmes souffre encore d'un écart important en termes d'éducation et de santé, empêchant les femmes d'exploiter leur véritable potentiel alors qu'elles jouent un rôle important sur le marché du travail bien que ce soit à des postes faiblement qualifiés. Le dernier groupe inclut les pays où l'écart subsiste sur tous les plans : éducation, rôle économique, participation à la vie politique.

"Tous les pays doivent considérer différemment leur capital humain – y compris leur manière d'intégrer les femmes aux fonctions dirigeantes. Ce changement de mentalité et de la pratique ne saurait être un but d'avenir, c'est un impératif pour aujourd'hui," dit Klaus Schwab, Fondateur et Président Exécutif du World Economic Forum.

"On constate deux pistes distinctes tant entre les différents pays qu'à l'intérieur des pays pour mener à la parité hommes/femmes sur le plan économique, l'éducation agissant comme un accélérateur. Dans les pays où ce type d'investissement fondamental est réalisé, l'intégration des femmes sur le marché du travail constitue l'étape suivante à surmonter. Les pays qui n'ont pas investi dans l'éducation des femmes, il est indispensable qu'ils se penchent sur la question qui est déterminante pour la vie des femmes et la force économique du pays," dit Saadia Zahidi, co-auteur du Rapport et responsable du Programme « Women Leaders and Gender Parity ».

Informations à l'intention des rédactions :

L'Indice du *Global Gender Gap Report* examine la situation de 136 pays, représentant plus de 93% de la population mondiale et la façon dont les ressources et les opportunités sont réparties entre hommes et femmes. Le Rapport évalue l'écart existant dans la parité hommes/femmes sur quatre secteurs:

- **participation et opportunités économiques** – salaires, participation et emploi qualifiés
- **éducation** – accès aux niveaux d'instruction élémentaire et supérieur
- **responsabilisation en politique** – représentation dans les structures décisionnelles
- **santé et survie** – longévité et proportion hommes/femmes

Les résultats recensés correspondent au pourcentage comblé dans l'écart existant entre les hommes et les femmes. 110 des notes ont été couvertes depuis la première édition du Rapport en 2006. Parmi les 14 variables à la base de l'indice, 13 sont tirées de données publiées par des organisations internationales telles que le Bureau International du Travail, du Programme des Nations Unies pour le Développement ou l'Organisation Mondiale de la Santé.

L'ampleur et les spécificités de l'écart entre les genres existant dans les différents pays du monde résultent de la combinaison de différentes variables socio-économiques et culturelles. Le comblement ou le maintien de tels écarts est directement lié aux mesures politiques des pays concernés. Pour la troisième année consécutive, le Rapport inclut de nouvelles informations provenant de différents ministères nationaux et examine la mise en place de mesures politiques visant à faciliter la participation des femmes sur le marché de l'emploi dans 87 pays.

Aetna, Bank of America, Burda Media, the Coca-Cola Company, EY, Heidrick & Struggles, Jones Lang LaSalle, ManpowerGroup, McKinsey & Company, NYSE Euronext, Olayan Group, Omnicom Group, Renault-Nissan Alliance et Takeda Pharmaceutical sont les Community Partners du Programme [Women Leaders and Gender Parity](#) du World Economic Forum.

Pour lire le Global Gender Gap Report : <http://wef.ch/gggr13full>

Pour lire en PDF : <http://wef.ch/gggr13pdf>

Pour regarder les interviews en vidéo : <http://wef.ch/gggr13video>

Pour consulter la carte thermique interactive : <http://wef.ch/gggr13map>

Pour suivre le Forum sur **Twitter** : <http://wef.ch/twitter>

Pour devenir fan du Forum sur **Facebook** : <http://wef.ch/facebook>

Pour lire le **blog du Forum** : <http://wef.ch/blog>

Pour vous abonner aux **communiqués de presse** du Forum : <http://wef.ch/news>

Le World Economic Forum est une organisation internationale indépendante vouée à améliorer la situation du monde en invitant les leaders à former des partenariats pour façonner les priorités mondiales, régionales et industrielles.

Fondation créée en 1971 basée à Genève (Suisse), le World Economic Forum est impartial et sans but lucratif ; il n'entretient aucun lien avec des intérêts politiques, partisans ou nationaux (<http://www.weforum.org>).



World Economic Forum, 91-93 route de la Capite, CH-1223 Cologny/Geneva
Tel. +41 (0)22 869 1212, Fax +41 (0)22 786 2744, <http://www.weforum.org>

Si vous ne souhaitez plus recevoir les communiqués de presse du World Economic Forum, cliquez [ici](#)